TÉMOIGNAGE DE MALTRAITANCE INSTITUTIONNELLE ET DÉSENGAGEMENT POLICIER

Nom : [À compléter ou laisser anonyme]
Date : 12 mai 2025
Lieu : Saint-Ouen, Île-de-France

CONTEXTE

Je témoigne aujourd'hui des faits de maltraitance institutionnelle que je subis depuis plusieurs années, et qui est un de plus survenu le 12 mai 2025 à Saint-Ouen. Ce document est destiné à faire entendre ma voix en dehors des circuits officiels qui m'ont trahie et ignorée.

---

1. FAITS DU 12 MAI 2025 AUX PUCES DE SAINT-OUEN

À 15h10, j’assiste à une bagarre violente entre deux individus devant la boutique "Achats Le Monde des Affaires", rue Jean Henri Favre, Paris 18, à proximité du pont fréquenté par les biffins. Des objets sont jetés dans tous les sens. J’ai failli recevoir un projectile. Effrayée, je me suis cachée.

J’ai appelé à **trois reprises le 17** pour demander l’intervention de la police. Chaque fois, on m’a répondu avec mépris, puis **on m’a raccroché au nez**. On me demande si des gens ont des armes mais comment puis-je le savoir j’évite les projectiles quand j’appelle la police. Je suis en plein dans le chaos. Aucun agent ne s’est déplacé.

Je me suis ensuite rendue au **commissariat de Saint-Ouen**, situé à 3 minutes à pied du lieu des faits. Le policier a **refusé que je dépose une plainte** au motif qu’« il n’y a pas eu de blessure physique ». Il estime pour les faits que j’ai subis, il n’y a pas violences physiques, je suis juste témoin des faits violents. Il a affirmé que **la seule voiture de patrouille était mobilisée pour une autre urgence, pour une personne morte**.

À 17h10, soit **2 heures après mes appels**, une patrouille arrive finalement sur les lieux. J’ai pris une photo d’un agent à 17h15. Les policiers fouillaient des personnes sur place, mais n’ont pris aucun renseignement me concernant ni sur ce que j’avais vu. C’est moi qui suit venu parler à un policier pour lui demander pourquoi ils n’étaient pas intervenu plus vite puisqu’il y a une caméra qui a vu toute la scène.

---

2. ATTITUDES DISCRIMINATOIRES

Au commissariat, j'ai présenté ma carte CMI (invalidité). Le policier m'a demandé si j'étais sous tutelle, insinuant une incompétence à témoigner ?. Ce comportement n'est-il pas **discriminatoire et humiliant**. Si j'étais sous tutelle je n'aurais pas eu le droit de porter plainte après ce qui m'était arrivée ?

Ce n'est pas la première fois que je subis ce genre d'humiliation de la part des forces de l'ordre. À chaque appel, on se moque de moi, on me raccroche au nez, **comme si ma vie et mes droits ne comptaient pas**.

---

3. HISTORIQUE DE MALTRAITANCE POLICIÈRE ET PSYCHIATRIQUE

Je tiens aussi à rappeler que j'ai déjà été enfermée **à tort** en hôpital psychiatrique sur la base de **témoignages mensongers** prétendant que j'étais suicidaire. En tant que chrétienne, je refuse toute idée de suicide et monsieur Koffi Tougbo mon psychiatre du moment en aucun cas n'a vu cela chez moi ni même mes amis comme Coralie Meyer ni Pierre Chirouze.

Les institutions psychiatriques ont déformé la réalité pour **m'enfermer et me discréditer**, empêchant que je puisse témoigner de ce que je sais sur leurs abus.

---

4. ABSENCE TOTALE DE SOUTIEN

Aujourd'hui, je suis seule face à un système qui **ne me protège pas, ne m'écoute pas, me méprise**. Tous les témoins présents aux puces ce jour-là ont préféré détourner les yeux. Certains disent : « La police ne fait rien ». Mais **personne ne fait rien non plus pour moi**.

Je suis contrainte d'annuler un rendez-vous au commissariat car je suis encore trop bouleversée. Ce que j'ai vécu est un **choc**, et je **n'ai plus confiance** en aucune de ces institutions. Je n'ai plus confiance dans aucune institution de l'état, tous ses services publics, le 18, le 15, le 17 ne m'ont jamais aidé bien au contraire. Aucun de ses services quand j'ai appelé à l'aide ne m'a soutenu. Aucune.

Cela fait à peine une semaine que j'ai récupéré mon dossier médical de Maison Blanche Avron et ce service public a écrit des choses mensongères sur mon cas.

---

5. DEMANDE

Je demande :

- Que ce témoignage soit entendu **en dehors de tout cadre étatique**.
- Que mes droits fondamentaux soient respectés.
- Que des personnes indépendantes puissent relayer ma parole et enquêter.
- Que l’on cesse de me traiter avec mépris et de minimiser ce que je vis.

Ce document est une **preuve vivante de la souffrance que je subis à cause de l’inaction, du mépris et de la violence symbolique des institutions françaises**.

Sara Picazo Fraignac

Contacts liés aux événements :
Boutique : "Achats Le Monde des Affaires" - 0624 58 70 60 (fermée le jour de l’incident)
Lieu : Rue Jean Henri Favre, Paris 18e (zone des puces, proche des biffins)

Remarques finales :
Ce témoignage peut être diffusé à toute structure ou média **indépendant de l'État**. Toute ressemblance avec d'autres cas de violence ou de maltraitance institutionnelle n’est pas une coïncidence.